

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

INSTRUCTION N° 788/DEF/DCSSA/AST/TEC/3

relative au recueil des dispositions de prévention dans les organismes du service de santé des armées.

Du 18 mars 1999

INSTRUCTION N° 788/DEF/DCSSA/AST/TEC/3 relative au recueil des dispositions de prévention dans les organismes du service de santé des armées.

Du 18 mars 1999

NOR D E F E 9 9 5 4 0 3 7 J

Références :

1. Décret 87-755 du 19 juillet 1985 (BOC, p. 4150) modifié.
2. Instruction 1400 /DEF/DCSSA/AST/TEC/3 du 22 mai 1997 (BOC, p. 2944).
3. Instruction 300506 /DEF/DFP/PER/5 du 05 mars 1998 (BOC, p. 1238).
4. Circulaire n° 806/DEF/DCSSA/AST/TEC/3 du 18 mars 1998 (n.i. BO).

Pièce(s) Jointe(s) :

Une annexe.

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 126.2.7, 620-0.3.2, 628.3.1.

Référence de publication : BOC, p. 2204.

1. OBJET DE L'INSTRUCTION.

L'objet de la présente instruction est de préciser le type de recueil des dispositions de prévention à mettre en œuvre au sein des organismes du service de santé des armées en application de l'instruction de troisième référence relative au recueil des dispositions de prévention élaboré par le chef d'organisme.

2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Conformément aux dispositions de l'article 9 du décret de première référence, le chef d'organisme est chargé d'élaborer le recueil des dispositions de prévention.

Pour les organismes du service de santé des armées dont la prévention des risques professionnels est organisée selon les dispositions de l'instruction de deuxième référence, l'inspecteur central à la prévention des risques professionnels et l'inspecteur délégué à la prévention reçoivent délégation du coordonnateur central à la prévention du service de santé dans les conditions précisées par la circulaire de quatrième référence.

3. STRUCTURE DU RECUEIL.

La présentation et le plan-type du recueil des dispositions de prévention, que les organismes du service de santé des armées mettent en vigueur, figurent dans l'annexe à la présente instruction.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

Le médecin général, sous-direction action scientifique et technique,

Henri DELOLME.

ANNEXE I.
PLAN TYPE.

Figure 1. RECUEIL DES DISPOSITIONS DE PREVENTION

Page de garde n° 1.

Attache de l'organisme.

Décret n° 85-755 du 19 juillet 1985 modifié,
Instruction n° 300506/DEF/DFP/PER/5 du
5 mars 1998.
Circulaire n° 806/DEF/DCSSA/AST/TEC/3 du
18 mars 1998.

RECUEIL DES DISPOSITIONS DE PREVENTION

de

Ouvert à la date du

Avis des instances consultatives locales :

— CHST ou représentant pour l'HSCT (1);
— CCHPA (1).

Grade, nom, qualité et visé du chef d'orga-
nisme dépositaire de l'autorité hiérarchique :

Date :

Avis du coordonnateur central à la prévention
ou de son délégataire.

(1) Préciser la référence du PV de CHSCT et/ou de la CCHPA.

TABEAU D'ENREGISTREMENT DES MODIFICATIFS DU RECUEIL.

Numéro et date du modificatif.	Résumé des opérations effectuées. (Résumé porté à la première page du modificatif.)	Certification des opérations effectuées.

Recueil des dispositions de prévention.

1. Organisation de la prévention dans l'organisme : ordre général d'organisation.

1.1. Principes généraux.

1.2. Organisation fonctionnelle.

1.3. Organisation hiérarchique.

1.4. Habilitation de personnel à certains travaux.

2. Coordonnées des autorités et acteurs de la prévention (nom, adresse, téléphone).

2.1. Inspecteur du travail dans les armées compétent (contrôle général des armées).

2.2. Inspecteur central ou inspecteur délégué à la prévention des risques professionnels pour les organismes du service de santé des armées.

2.3. Médecin de prévention de l'organisme.

2.4. Membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (*CHSCT*), ou du (des) représentant(s) pour l'*HSCT*.

2.5. Membres de la commission consultative d'hygiène et de prévention des accidents pour les militaires (*CCHPA*).

3. Procédures d'intervention des secours.

3.1. Note d'organisation.

3.2. Coordonnées du (des) service(s) de secours d'urgence.

4. Directives précisant certains droits et obligations inhérents à la réglementation relative à l'hygiène, sécurité et conditions de travail.

4.1. Exercice du droit de retrait individuel (cf. décret de référence, art. 10 ou 16).

4.2. Modalités d'accès au registre des dangers graves et imminents.

4.3. Obligation pour le personnel civil et militaire, dans le cadre de la médecine de prévention, de se présenter aux visites et examens médicaux (cf. décret de référence, art. 20).

4.4. Autres.

5. Fiche d'établissement.

6. Mesures d'application particulières à l'organisme de la réglementation relative à l'hygiène, sécurité et conditions de travail.

6.1. Consignes générales et permanentes.

6.2. Consignes particulières.

6.2.1. Consignes de sécurité.

6.2.2. Consignes d'exploitation.

6.3. Instructions particulières.

6.4. Directives en cas de danger grave, imminent et inévitable.

6.5. Directives spéciales destinées au personnel appelé à participer au rétablissement des conditions de travail.

6.6. Liste des substances et préparations dangereuses recensées par secteur d'activité avec mention de la mise à disposition d'une notice d'emploi.

7. Formation du personnel à la sécurité du travail.

8. Recensement des risques particuliers impliquant une surveillance médicale spéciale.

- 8.1. Risques relevant de décrets spéciaux (imprimés N° 628*/8-1 et 2).
- 8.2. Autres risques.
9. Liste des registres réglementaires portant constatation dans le domaine de la prévention du travail.
10. Liste des matériels soutenus par la cellule biomédicale (hôpitaux, instituts, centre de recherches...).
11. Plan de masse de l'établissement et de situation des zones à risques particuliers.
12. Protocoles de sécurité et opérations de chargement et de déchargement par entreprises extérieures.
13. Dispositions de prévention lors de travaux et/ou prestations de service applicables aux opérations de bâtiment ou de génie civil effectuées par une ou des entreprise(s) extérieure(s) ou travailleurs indépendants.
14. Fiche de situation sur les opérations d'infrastructure inscrites en programmation pour les années N, N + 1, N + 3, N + 4.
15. Programme annuel de prévention.
16. Plan permanent de prévention.
17. Procès-verbal du dernier comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou de la commission consultative d'hygiène et de prévention des accidents pour les militaires.
18. Planification annuelle des visites préventives au niveau de tous les postes de travail.
19. Visa des autorités.